



PRÉFET DE LA SAVOIE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la Coordination
des Politiques Publiques

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

Chambéry, le 10 SEP. 2024

Arrêté préfectoral n°ICPE-2024-077 portant mise en demeure

Société KALIAKOUDAS et FILS
Commune de La Bâthie

Le Préfet
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes académiques

VU le Code de l'Environnement, en particulier son article L. 171-8 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. François RAVIER, en qualité de préfet de la Savoie, à compter du 23 août 2022 ;

VU le décret du 27 avril 2023 portant nomination de Mme Laurence TUR, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral SCPP n°22-2023 du 22 mai 2023 portant délégation de signature à Mme Laurence TUR, secrétaire générale de la préfecture de la Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux) ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 1993 autorisant M. Georges REIGNIER à exploiter notamment un centre de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et une installation de stockage de véhicules hors d'usage sur la commune de La Bâthie ;

VU la décision du ministère de la justice en date du 16 janvier 2012, autorisant M. Georges REIGNIER à changer son nom en KALIAKOUDAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2013, délivré à M. Georges KALIAKOUDAS actant les droits acquis des activités exercées sur le site de La Bâthie au titre des rubriques 2712, 2713, 2718 et 2791 de la nomenclature des installations classées et remplaçant le cahier des charges joint à l'agrément du centre VHU par le nouveau cahier des charges rendu applicable à l'établissement depuis la parution de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 2018 portant agrément du centre VHU N° 73000011D ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 24 juillet 2024, faisant suite à une visite d'inspection du 18 juin 2024, transmis à l'exploitant par courrier du 25 juillet 2024 dans le cadre de la procédure contradictoire conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 18 juin 2024 il a été constaté que la défense extérieure contre l'incendie est assurée par la borne située à l'intersection de la rue des Arolles et de la rue des Grumes dont le dernier contrôle daté du 14 avril 2021 atteste d'un débit de 45 m³/h ;

CONSIDÉRANT que les moyens de défense extérieure contre l'incendie sont non-conformes aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 disposant que l'appareil doit fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant deux heures et qu'à défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances ;

CONSIDÉRANT qu'il a été présenté lors de la visite du 18 juin 2024 la dernière analyse des eaux résiduaires du site datée du 04 avril 2024 qui relève des dépassements importants sur les deux rejets des eaux pluviales sur les paramètres suivants : MES, Plomb, Arsenic, Chrome, Cuivre, Zinc et indice hydrocarbure. Que ces dépassements sont récurrents aux analyses des rejets prélevés le 23 mars 2021 ;

CONSIDÉRANT que les rejets des eaux pluviales dépassent des valeurs limites de paramètres détaillés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 ;

CONSIDÉRANT que la non-conformité précitée avec l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 peut constituer en cas d'incendie un risque pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la persistance de la non-conformité précitée avec l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 peut porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans son installation de La Bâthie les dispositions des articles 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 et de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 précités ;

SUR proposition de madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

A R R Ê T E

Article 1. Mise en demeure

La Société KALIAKOUDAS et FILS, représentée par son président monsieur Georges KALIAKOUDAS et dont le siège social est établi au lieu dit « les Vernays » - 73540 LA BATHIE (SIREN 814 042 685), exploitant notamment une installation de tri, transit et regroupement de déchets métalliques non dangereux et un centre VHU au sein de son établissement situé à la même adresse, est mise en demeure, **dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, de :

- de mettre en œuvre des actions permettant le respect des valeurs limites de rejets détaillés à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, sur ses deux points de rejets. Une contre analyse des eaux pluviales sur les deux points de rejet devra être transmise à l'inspection. De plus, l'exploitant doit identifier les causes responsables de la présence des dépassements significatifs constatés sur les deux points de rejets.
- faire application de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, en faisant installer une réserve d'incendie d'une capacité minimale de 120 m³ à proximité de l'entrée du site. Elle sera équipée de raccords conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur cette réserve.

Article 2. Sanctions

A défaut d'exécution des dispositions prévues à l'article 1 du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3. Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L. 171-11 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai susmentionné.

Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de La Bâthie.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation
La secrétaire générale

Laurence TUR